Le Conseil,

Vu le rapport du 8 mars 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 25 novembre 1999, vous avez donné votre accord à l'ouverture de la concertation préalable sur le secteur de la ZAC "des Pierres Blanches" situé sur la commune de Mions.

Il est aujourd'hui nécessaire, dans le respect des objectifs initiaux, d'ajuster le périmètre initial de la ZAC en réduisant les délaissés de terrain le long de la voie ferrée notamment et en optimisant le périmètre dans sa partie "est" correspondant au parc d'activités.

La concertation a été ouverte le 10 décembre 1999.

Aucune observation n'a été formulée sur les registres mis à la disposition du public à la mairie de Mions ainsi qu'à l'hôtel de la communauté urbaine de Lyon.

Le nouveau périmètre de l'opération correspond désormais au périmètre actuel privé :

- des terrains au nord de la rue Colière, correspondant à un tronçon de voie ferrée,
- des terrains à l'est de la voie ferrée, entre les rues Joliot Curie et Colière, ainsi que d'une parcelle cadastrée AA 49 qui jouxte un ensemble pavillonnaire existant.

Le périmètre est également augmenté dans sa partie "est" d'une partie des parcelles cadastrées AD 241, 242, 243, et 53.

Ces tènements détachés de la ZAC feront l'objet d'un zonage dans le cadre de la révision en cours du plan d'occupation des sols (POS) du secteur "est" de la communauté urbaine de Lyon.

Lors de l'approbation de la ZAC par le Conseil en date du 26 septembre 1994, l'aménagement a été confié à la société d'équipement du Rhône et de Lyon (SERL) par voie de concession. Celle-ci est bénéficiaire de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) délivré par monsieur le préfet le 16 mai 1995 pour un délai de cinq ans prorogeable une fois.

Le délai de validité de la déclaration d'utilité publique (DUP) arrive à échéance le 16 mai 2000, alors que des parcelles ne sont pas encore maîtrisées dans le périmètre de la ZAC.

Il convient d'autoriser la SERL à demander sa prorogation à monsieur le préfet du Rhône.

Le conseil municipal de Mions délibérera sur ce sujet le 28 mars 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 26 septembre 1994 et 25 novembre 1999 ;

Vu la concertation ouverte le 10 décembre 1999 ;

Vu l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) délivré par monsieur le préfet le 16 mai 1995 ;

Oui l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Approuve le bilan de la concertation préalable et le périmètre modifié de la ZAC "des Pierres Blanches" sur la commune de Mions, conformément au plan annexé à la délibération.

2° - Autorise la SERL à solliciter auprès de monsieur le préfet du Rhône la prorogation de l'arrêté de DUP.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,